

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

**TIGRÉ : LES SOLDATS ÉRYTHRÉENS ONT TUÉ DES CENTAINES D'HOMMES**

Les soldats érythréens ont tué des centaines de civils, y compris des enfants, dans un massacre perpétré en novembre à Aksoum, dans la région éthiopienne du Tigré (nord), a dénoncé hier l'organisation HRW. Ce rapport est le deuxième d'envergure à documenter le massacre d'Aksoum (ou Axoum), après celui la semaine dernière d'Amnesty International qui décrivait comment les troupes érythréennes "se sont déchaînées et ont méthodiquement tué des centaines de civils de sang-froid".

**GOLFE DE GUINÉE : LE GÉANT MAERSK RÉCLAME UNE GRANDE MISSION**

Las des attaques à répétition de ses navires, le plus grand transporteur en mer au monde, Maersk, appelle au déploiement rapide d'une importante intervention maritime internationale pour lutter contre la piraterie dans le Golfe de Guinée, point noir mondial des armateurs. "En 2021, aucun matelot ne devrait avoir peur de naviguer nulle part à cause des pirates, on n'en est plus à l'âge de la piraterie!", plaide Aslak Ross.

**BELGIQUE : LE "COUPLE DIABOLIQUE" DE RETOUR DEVANT LA JUSTICE**

Ils avaient été arrêtés fin 2019 à Abidjan après une cavale de plus de 20 ans. Le procès d'une Belge et d'un Français d'origine ivoirienne, accusés du meurtre d'un homme d'affaires britannique en Belgique en 1996, s'est ouvert vendredi à Bruges. Hilde Van Acker et Jean-Claude Lacote, qui ont aujourd'hui 57 et 54 ans, se sont présentés en début de matinée dans le box de la cour d'assises.

# Sénégal : Dakar sous haute protection après des émeutes

La capitale du pays est sous tension depuis quelques jours. La présidence sénégalaise et les bâtiments officiels du centre de Dakar ont été placés sous haute protection hier après deux jours de troubles et avant une journée à hauts risques de protestation annoncée contre l'arrestation du principal opposant au pouvoir.

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Plusieurs quartiers de la capitale et différentes villes du pays réputé comme un îlot de stabilité en Afrique de l'Ouest ont été le théâtre depuis mercredi dernier d'affrontements entre jeunes et forces de police, de saccages et de pillages de magasins, en particulier sous enseigne française. Ainsi, les incidents se sont poursuivis dans la nuit en banlieue de Dakar et un appel à manifester a été lancé pour vendredi, jour où Ousmane Sonko est censé être présenté à un juge. Les avocats ont perdu pendant plusieurs heures la trace de leur client, détenu à la gendarmerie, au point d'envisager son "enlèvement" par les autorités. Ils ont fini par le localiser au poste de sécurité du tribunal, où il pourrait être présenté à 11H00 (locales), a dit Me Ciré Cléodor Ly.

En outre, l'arrestation du troisième de la présidentielle de 2019, pressenti comme un des principaux concurrents de celle de 2024, a provoqué la colère de ses partisans. Il se rendait au tribunal pour être interrogé sur des accusations de viols qu'il réfute. Elle a aussi, disent de nombreux Sénégalais, porté à son comble l'exaspération accumulée dans ce pays pauvre face à la dureté de la vie depuis au moins un an et le début de la pandémie de Covid-19.

Jeudi dernier en soirée, des manifestants ont attaqué les locaux du quotidien gouvernemental le



Les manifestants faisant face à la police.

Soleil et de la radio RFM, appartenant au groupe de presse privé du chanteur et ancien ministre Youssou Ndour, deux institutions jugées proches du pouvoir. Des témoins ont rapporté que des manifestants s'en prenaient dans la nuit du haut des passerelles aux automobilistes sur

l'autoroute dans la banlieue de Dakar. Les locaux de plusieurs enseignes françaises, dont Auchan, ont été attaqués depuis mercredi dernier.

La journée d'hier était à risque. Outre un appel à manifester dans tout le pays, Ousmane Sonko devait être amené par les gen-

darmes devant un juge chargé d'enquêter sur les viols présumés dont il est accusé, disent ses avocats. M. Sonko avait été arrêté officiellement pour trouble à l'ordre public alors qu'il se rendait en cortège au tribunal pour être interrogé sur les viols présumés.

## Une plainte qui passe mal !



L'opposant sénégalais Ousmane Sonko.

J.O (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Ousmane Sonko, 46 ans, fait l'objet depuis début février d'une plainte pour viols et menaces de mort déposée contre lui par une employée d'un salon de beauté dans lequel il allait se faire masser pour, dit-il, soulager ses maux

de dos. Personnalité au profil antisystème et au discours impétueux, le député réfute ces accusations. Il crie au complot ourdi par le président Sall pour l'écarter de la prochaine présidentielle.

Le gouvernement a prévenu qu'il prendrait "toutes les dispositions nécessaires au maintien de l'ordre public". Il a aussi mis en garde "certains médias" contre les

conséquences de leur couverture "tendancieuse". Dès jeudi soir, les autorités ont annoncé suspendre le signal de deux chaînes de télévision privées coupables selon elles d'avoir diffusé "en boucle" des images de violence.

Les réseaux sociaux ont rapporté des perturbations sur internet, à l'instar de celles observées dans un certain nombre de pays à l'initiative des gouvernants dans les périodes de crise. Netblocks, observatoire qui surveille de telles coupures, a confirmé des restrictions sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie. "Les autorités doivent immédiatement cesser les arrestations arbitraires d'opposants et d'activistes, respecter la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression, et faire la lumière sur la présence d'hommes armés de gourdis aux côtés des forces de sécurité", a déclaré Amnesty International.